

Le Monde
6.3.92
p 4

Le sud de l'Albanie s'entonce dans le chaos et l'insurrection

De nouvelles émeutes ont fait deux morts dans la ville de Vlora où les rebelles semblent prêts à affronter l'armée. Les forces spéciales et les militaires, chargés de rétablir l'ordre, tentent d'éviter que les insurgés puissent s'infiltrer dans la capitale

Le président de l'OSCE, le chef de la diplomatie danoise, Niels Helveg Petersen, a nommé, mardi 4 mars, l'ex-chancelier autrichien, Franz Vranitsky, comme son représentant personnel en Albanie, a indiqué un

communiqué du ministère des affaires étrangères à Copenhague. M. Vranitsky se rendra le plus tôt possible en Albanie, afin d'avoir un aperçu de la situation et d'assurer les autorités albanaises que l'OSCE, en

coopération avec d'autres organisations internationales, « continuera à soutenir et à assister l'Albanie pour sortir de la crise actuelle », a souligné M. Petersen. « La situation en Albanie demeure très préoc-

cupante. Il y a un besoin urgent de stopper l'usage de la force, de rétablir la stabilité et d'engager toutes les forces politiques dans un dialogue sur la manière de développer ce pays », a-t-il ajouté. Dans la capi-

tale, une rencontre entre le président Sali Berisha et des responsables du Parti socialiste (opposition, ex-communistes) n'a pas permis de trouver un terrain d'entente entre les deux parties.

TIRANA

de notre envoyé spécial

Les rebelles armés qui contrôlent le sud de l'Albanie ont provoqué de nouvelles émeutes à Vlora et Saranda, mardi 4 mars, tandis que le gouvernement albanais semblait préparer une intervention militaire. Des convois de soldats et de chars d'assaut ont emprunté la route qui longe la côte adriatique, placée sous le contrôle des services spéciaux (SHIK) du président Sali Berisha. Le SHIK, qui a résisté seul aux émeutes à Vlora après la reddition des soldats, a pris le commandement des opérations de reconquête du sud du pays, en collaboration avec l'armée.

A Vlora, la population paraissait craindre, mardi soir, une attaque imminente des forces armées albanaises. Un habitant, joint au téléphone, a raconté que des tireurs avaient pris position sur les toits des maisons et que des habitants étaient partis dans les collines environnantes. Le correspondant d'un journal albanais a affirmé que les émeutiers avaient disposé de l'artillerie près de Vlora et miné un pont, afin de résister à un éventuel assaut des soldats envoyés par Tirana. Deux personnes ont encore été tuées, mardi à Vlora, portant à au moins dix-huit morts le bilan de deux semaines de chaos dans cette ville portuaire.

Les insurgés ont également renforcé leurs positions dans la région de Saranda, une station bal-



néaire face à l'île de Corfou, où ils auraient aisément conquis la base navale. Les commissariats de police et les édifices publics ont été incendiés, et trois cents prisonniers se sont évadés de la prison. Ils seraient désormais les maîtres de la rue, grâce aux centaines d'armes et d'explosifs dérobés aux soldats. Un homme de la police secrète, arrivé de Tirana à bord d'une voiture banalisée, aurait été repéré et brûlé vif.

Une chaîne de télévision grecque a affirmé que ces rebelles s'approprièrent à affronter l'armée au cas où cette dernière tenterait

de reprendre le contrôle de Saranda. Par ailleurs, la chaîne grecque a diffusé le témoignage d'un homme qui affirme que des hélicoptères de la police ont survolé le village de Delvino et ont ouvert le feu sur la foule. Plus au sud, des villages seraient également aux mains de bandes de pillards.

ROUTE STRATÉGIQUE CONTRÔLÉE

Dans la capitale, Tirana, le calme règne toujours, en dépit de la tension ressentie depuis l'instauration de l'état d'urgence. Une cinquantaine de personnes interpellées ont été rapidement relâchées. Le gouvernement aurait, en revanche, emprisonné l'ancien chef d'état-major de l'armée, accusé d'avoir abandonné les casernes sans résister. Le couvre-feu est scrupuleusement respecté, les habitants de la capitale étant terrorisés par le droit des policiers d'ouvrir le feu sans sommation.

De Tirana à Fier, sur la route stratégique qui s'étend du nord au sud de l'Albanie, la police secrète et les forces du ministère de l'intérieur contrôlent parfaitement la situation. La tension est à peine perceptible dans les villes de Durrës et de Lushnjë. Les habitants vaquent à leurs occupations quotidiennes, ou se contentent de constituer des réserves de nourri-

ture en cas de pénurie. A l'entrée et à la sortie de chaque ville de solides barrages ont été installés. Près de Tirana, ils sont tenus par des policiers en uniforme. Entre Durrës et Lushnjë apparaissent des hommes en tenue civile, le ventre ceint de chargeurs pour leurs armes automatiques. Ils fouillent sans ménagement les voitures et leurs passagers, surtout ceux qui remontent vers le Nord. L'objectif principal est d'éviter que des émeutiers sudistes puissent s'infiltrer dans la capitale.

Dans un village, un homme force sur un vélomoteur. Assis sur le porte-bagages, un jeune garçon tire des rafales de kalachnikov en l'air. Un vieil homme sourit, des femmes ont peur et l'insultent. Le climat dans le centre et le nord de l'Albanie n'est pas du tout insurrectionnel; certains profitent juste un peu de la confusion pour jouer les héros.

A un barrage, un milicien extirpe un homme d'une voiture et le malmène, sous l'œil goguenard de policiers en train de se désaltérer. Plus loin, des paysans armés de vieux fusils ont rejoint les rangs des forces pro-gouvernementales et font régner leur loi de chaque côté d'un pont. Près de Fier, un convoi de tanks fonçait, mardi après-midi, vers la région de Vlora. Un second convoi de sept chars d'assaut était également visible entre Tirana et Durrës, immobilisé par la crevalaison de la route d'un camion. Des soldats fumaient des cigarettes dans l'herbe, visiblement peu pressés d'aller se confronter aux insurgés.

Il est difficile d'obtenir des témoignages crédibles, tant l'ATP munit est forte à l'encontre de la presse internationale. Les récents discours du président Berisha, qui a accusé des services secrets étrangers de participer à la rébellion, et la proclamation de la loi martiale et de la censure n'ont pas contribué à améliorer le climat de confiance entre les Albanais et les journalistes. Les reporters albanais sont eux-mêmes régulièrement pris à partie, seul un quotidien pro-gouvernemental a pu paraître mardi et le café qui sert de lieu de rendez-vous aux jour-

nalistes a été attaqué. « Le Sud, c'est l'anarchie, et Tirana, c'est la dictature », estime l'éditorialiste d'un journal d'opposition.

L'Albanie s'enfonce de jour en jour dans la crise et n'entrevoit aucune autre porte de sortie que la répression. Ni les émeutiers sudistes ni le pouvoir ne paraissent prêts à offrir la moindre concession. Et il est impossible de mesurer la détermination de la population du Sud à résister à l'arrivée des troupes de Tirana. Les bribes de témoignages qui parviennent de la province sont contradictoires. A Vlora, les émeutiers et les civils travailleraient main dans la

main afin de se préparer à une résistance armée, tandis que les civils de Saranda seraient effrayés par le règne de bandits armés dans leur ville. Toutefois, selon un correspondant de l'AFP à Saranda, la population a bien accueilli la

Tirana réclame à Rome la restitution d'un MIG-15

L'Albanie a réclamé à l'Italie, mardi 4 mars, la restitution de l'avion militaire biplace qui a atterri à la mi-journée sur l'aéroport militaire de Galatina, une ville située dans le sud des Pouilles (région qui fait face à l'Albanie), a indiqué le ministère italien de la défense. A leur arrivée, les deux occupants du MIG-15 ont été immédiatement accompagnés à la préfecture de police de Lecce pour y déposer leur demande d'asile politique. L'avion est de fabrication chinoise, du même type que ceux utilisés par les Soviétiques dans les années 50. Cet appareil est généralement doté de canons de 23 millimètres de calibre. L'état-major de l'Aéronautique a créé, comme il est d'usage, une commission d'enquête qui se prononcera au plus vite, a indiqué le ministère italien, où l'ambassadeur d'Albanie, Pandell Pasko, a été reçu par un conseiller diplomatique, Riccardo Sessa. - (AFP)

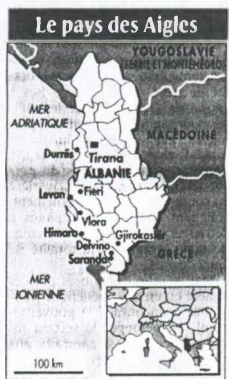
destitution du maire fidèle au Parti démocratique de Sali Berisha et la nomination d'un conseil municipal autonome.

AU PROFIT DES GANGS

La révolte albanaise paraît être un mélange de facteurs très divers. Tout d'abord, la population est furieuse d'avoir été ruinée par la faillite des sociétés financières frauduleuses, qui étaient liées avec le pouvoir. D'autre part, des voix s'élèvent incontestablement pour réclamer des réformes démocratiques et des élections anticipées. Enfin, de véritables gangs semblent profiter de l'anarchie qui s'est répandue dans le sud du pays, notamment à Vlora, le port des contrebandiers.

Nul ne pouvait donc, mercredi, mardi soir, la tâche qui attend l'armée et la police secrète albanaises. A Tirana et dans les villes de la côte, chacun redoutait qu'un bain de sang ne soit nécessaire pour que l'ordre soit rétabli. Et chacun affirmait qu'un bain de sang, quels que soient les crimes commis par les émeutiers, serait difficilement pardonné à Sali Berisha, le président tout juste élu mais profondément fragilisé.

Rémy Ourdan



Washington maintient son aide

Les États-Unis n'ont pas l'intention de supprimer leur aide économique à l'Albanie malgré la crise actuelle, car cette aide profite précisément aux défenseurs de la démocratie dans ce pays, a indiqué, mardi 4 mars, le département d'Etat. L'aide prévue pour 1992, de l'ordre de 27 millions de dollars (154 millions de francs), est destinée à des organisations non gouvernementales qui encouragent la démocratisation et l'économie de marché.

La supprimer « ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis », a expliqué le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Il a de nouveau déploré que le gouvernement albanais « profile de l'état d'urgence pour intimider l'opposition politique et museler la presse ». Il a, en particulier, appelé Tirana à laisser la Voie de l'Amérique continuer d'émettre vers l'Albanie. Et le porte-parole a également répété que la réélection « précipitée », lundi par le Parlement, du président Sali Berisha « n'avait pas laissé à l'opposition une chance équitable de participer » à ce scrutin. - (AFP)

L'Italie redoute un nouvel afflux de réfugiés

ROME

de notre correspondant

Toutes les forces de sécurité ont été mobilisées sur les côtes sud-est de l'Italie, dans les Pouilles, afin de prévenir un éventuel exode massif de réfugiés albanais. Près de mille hommes supplémentaires ont été chargés de la surveillance de l'Adriatique entre Bari et le canal d'Otrante.

En plus du dispositif aéro-naval, la Guardia di Finanza a mis sur pied quarante patrouilles pour contrôler les voies d'accès aux rivages. C'est l'« alarme rouge », pour éviter une répétition des événements de 1991, lorsque des cargos débordant de réfugiés avaient accosté à Brindisi et à Bari, causant une véritable panique parmi les autorités. Les candidats à l'exil se jetaient à la mer et grimpaient sur les quais pour échapper au régime communiste moribond.

Pour l'instant, on n'a signalé que quelques tentatives de prises d'assaut de bateaux dans le sud de l'Albanie, et la demande d'asile politique de deux pilotes, le

commandant Adriano Flezi et le capitaine Agrab Danci, arrivés en MIG-15, mardi 4 mars, sur la base militaire de Galatina, à Lecce.

INVESTISSEURS INQUIETS

Le gouvernement italien suit avec beaucoup de préoccupation l'évolution de la situation chez son voisin. Lundi après-midi, une opération hélicoptère a été menée afin de recueillir à Vlora vingt et un ressortissants italiens et quinze autres étrangers (quatre Allemands, un Néerlandais et dix journalistes de différentes nationalités). Le régime de Tirana avait en effet demandé aux étrangers de quitter Vlora en raison des dangers. L'opération, qui n'a duré qu'une heure, avait été approuvée par le gouvernement de Sali Berisha. Deux « Chinnok » partis d'un bateau de guerre ont embarqué en huit minutes les étrangers désireux de quitter le port de Vlora.

Les nombreux hommes d'affaires italiens ayant investi dans ce pays depuis la chute du régime communiste sont également inquiets. On estime à six cents le nombre des chefs d'entreprise qui ont cherché à profiter des incitations fiscales et des bas salaires pour s'implanter dans un pays considéré comme une porte d'entrée vers les marchés de Serbie, de Macédoine et d'autres régions des Balkans.

Dans une intervention au Sénat, mardi après-midi, le ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini, a fait part de la préoccupation du gouvernement. « Alors qu'il y a deux jours il semblait que le président Berisha soit nettement en faveur de la constitution d'un gouver-

nement de réconciliation nationale et qu'il ait annoncé - à tout le moins par la voie diplomatique - son intention de convoquer des élections dans les quarante-cinq jours, ces deux propositions n'ont pas été confirmées », a-t-il déclaré.

Le ministre a également annoncé une visite, vendredi, de M. Van Mierlo, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas - pays qui exerce actuellement la présidence de l'Union européenne. Dès dimanche, Lamberto Dini avait réclaté « une intervention de l'Europe et du Fonds monétaire international pour une action convergente d'assistance ».

Michel Bôle-Richard

Le sort de la minorité grecque préoccupe Athènes

ATHÈNES

de notre correspondant

Le chaos qui règne depuis quelques jours en Albanie préoccupe particulièrement les Grecs. Leur inquiétude porte principalement sur le sort de la forte minorité grecque (300 000 personnes selon Athènes, 55 000 selon Tirana) qui vit dans la partie sud de l'Albanie aux mains des émeutiers. Athènes redoute également un nouvel afflux massif de clandestins en Grèce, comme ce fut le cas en 1991 après la chute du régime communiste.

Ces craintes ont été renforcées par les reportages alarmistes des médias grecs sur place. « Dans les villes de Gjirokastrë, de Saranda et de Vlora les grandes villes de la minorité,

NDLR, des groupes armés incontrôlés hient et pillent », a lancé, mardi soir, le présentateur vedette de Mega Channel, la principale chaîne TV privée grecque. Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs villages comme Vryssera, Georgoutsaki ou Dropoli ont été pillés, ont rapporté les radios et télévisions nationales. Un villageois de Georgoutsaki a même lancé à la radio un appel au gouvernement d'Athènes pour « venir les protéger car le gouvernement Berisha veut les chasser ».

Le gouvernement a réagi à ces événements avec sang froid. Les responsables du ministère des affaires étrangères ont affirmé que la minorité grecque n'était « pas pour le moment impliquée dans les évé-

nements ». Dès le début de la crise, Athènes a demandé à ses partenaires européens d'accorder une aide économique et humanitaire à Tirana et la réunion dans la capitale grecque des ministres des affaires étrangères du « groupe de Royaumont » (les Quinze, les pays balkaniques, les États-Unis et la Russie). Athènes a aussi réclaté la convocation du groupe de travail sur les Balkans qui doit se réunir mercredi à Bruxelles, suivi le lendemain d'une réunion des directeurs politiques des ministères des affaires étrangères.

CALME À LA FRONTIÈRE

Le chef de la diplomatie grecque, Georges Papandréou, devait s'entretenir, mercredi à Paris, avec son homologue français Michel Barnier. « On doit aboutir, a-t-il souligné, à un dialogue en Albanie entre les partis politiques pour trouver dans un climat de compréhension une solution à l'impasse politique et gouvernementale, une solution permettant la levée de l'état d'urgence et le rétablissement de la démocratie. » A la frontière gréco-albanaise, « la situation est calme », ont assuré tous les responsables de l'armée et de la police. « La situation est sous contrôle, et nous sommes prêts à répondre à toute éventualité », a affirmé le secrétaire d'Etat à la défense, Dimitris Apostolakis. Les patrouilles ont été renforcées pour enrayer toute arrivée massive de réfugiés albanais. Trois cent mille Albanais, en grande majorité clandestins, vivent actuellement en Grèce. Ils envoient, chaque année, quelque 300 millions de dollars à leurs familles.

Daniel Vernier

Didier Kunz

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Bermuda, la Parca, les Chers Cousins
Prix communs par téléphone
MATELAS & SOMMIERS
Tous matériaux, tous modèles
SWISSFLAT TRECA EPEDA SIMONS
DUNLOPILLO BULTER PIRELLI ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Steiner - Coulon - Buvry - Schen - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
711, rue de Belleville PARIS 13^{ème} Téléphone
NO. Avenue d'Italie PARIS 13^{ème} Pl. d'Italie
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7